

<https://divergences.be/spip.php?article3698>



2019 - Soudan, toujours dans la rue -

- Aujourd'hui - 2023 - Juin - Soudan -

Date de mise en ligne : jeudi 1er juin 2023

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

Ils sont huit sur la photo * ! Ils sont huit hommes rigolards ! Ils sont huit avec une tête en boule de billard ! Ils sont huit à s'être rasé la tête ! Ils sont huit à dire voilà une autre façon de résister aux forces de l'ordre qui nous saisissent pour nous couper les cheveux si nous manifestons.



Les manifestations

Le 28 octobre 2022 des marches dites du million ont eu lieu dans tout le pays pour dénoncer la répression policière. Le 31 du même mois elles ont repris à Karthoum, la capitale, et dans plus de 15 autres endroits. En tête des manifestants brandissaient des drapeaux montrant les visages des civils décédés lors des manifestations contre le coup d'État militaire au Soudan.



La police a réprimé à coups de gaz lacrymogènes et de d'arrestations et de fermeture de ponts. Peu avant les Comités de résistance de Khartoum avaient publié une déclaration en réponse aux accusations de la police selon lesquelles les manifestants sont des "forces entraînées avec des formations militaires armées", affirmant que la police avait l'habitude "d'inventer des histoires sur les manifestations pacifiques afin de légitimer des actes honteux à leur encontre".

Quelques jours auparavant, le 25 octobre les membres du corps enseignant de 33 universités soudanaises avaient décidé de reprendre leur grève parce que les autorités ne répondaient pas à toutes leurs revendications, qui

comprennent une amélioration de la structure salariale. Les autres enseignants soudanais envisageaient également de reprendre la grève. Ces enseignants s'étaient mis en grève, au mois de mars 2022, après le licenciement "inconstitutionnel" de 30 directeurs d'université, qui ont été remplacés par des personnes choisies par le chef du coup d'État qui est aussi commandant des forces armées soudanaises.

Ce même jour le Comité des enseignants soudanais (STC) avait annoncé la tenue de réunions dans tout le pays pour discuter des possibilités d'escalade et de grève après la date limite fixée aux autorités pour répondre à leur mémorandum avant la fin de la semaine.

Un groupe dissident du Mouvement révolutionnaire démocratique SPLM-N, a appelé les Soudanais dans une déclaration à se joindre aux manifestations contre le coup d'État qui a eu lieu le 25 octobre, il y a un an. Ce week-end, les membres du conseil central du groupe se sont réunis pour la première fois et ont décidé de se concentrer sur les Soudanais "vivant dans les campagnes". Ce groupe, composé d'autant de femmes que d'hommes, a convenu de « vouloir une révolution, pas une crise politique ». Les membres ont souligné l'importance de séparer la religion de l'État, de construire une nation fondée sur la démocratie et la citoyenneté sans discrimination, et de former "un large front civil qui se joindra aux éventuelles élections à venir avec une liste unifiée pour achever les tâches de la glorieuse révolution de décembre 2018 par un transfert pacifique du pouvoir".

Il y a quatre ans des manifestations incessantes avaient obligé l'armée à déposer, en avril 2019, Omar Al Bechir dictateur islamique au pouvoir depuis près de trente ans et recherché par la Cour de la Haye pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre dans le cadre de la guerre du Darfour. Un compromis avait été trouvé entre les militaires et le mouvement révolutionnaire pour former un gouvernement bipartite, le premier ministre étant un civil. Cela ne dura pas. Le 21 octobre 2021 au matin, le Premier ministre rentre chez lui. Il avait été déposé deux jours avant et emmené vers une destination inconnue puis il a réapparu. Derrière cette histoire, il y a d'abord un conflit entre militaires déclenché par Hemetti à la tête des milices de sinistre mémoire du Darfour puis le risque de voir la présidence du conseil de souveraineté leur échapper au profit d'un civil ce mois de novembre 2022.

Pendant ce temps l'opposition soudanaise s'organise.

Quarante femmes, actives dans des organisations de la société civile, des groupes féministes, des partis politiques, des mouvements rebelles et des universités rassemblées se sont réunies pour formuler une vision constitutionnelle unifiée tenant compte de la dimension de genre. Elles ont également proposé des clauses spécifiques visant à garantir que les lois nationales soient conformes aux normes internationales en matière de protection contre la violence fondée sur le sexe, notamment la violence domestique, les mutilations génitales féminines, la traite des êtres humains et le mariage des enfants.

55 comités de résistance et organes révolutionnaires ont signé la nouvelle Charte révolutionnaire pour l'établissement de l'autorité du peuple, qui constitue une vision politique pour les comités de résistance. Elle prévoit l'abolition du document constitutionnel de 2019, l'inclusion des protocoles de l'accord de paix de Juba et l'établissement d'une constitution de transition basée sur la charte révolutionnaire des comités de résistance. Elle stipule également que le premier ministre (civil) est le commandant en chef des forces armées. La charte a adopté un système de gouvernement décentralisé pour la période de transition. Les signataires ont également affirmé leur rejet de tout appel à des négociations directes ou indirectes avec les putschistes et ont appelé à la poursuite de la résistance pacifique.

Le retour des islamistes ?

Après la chute de Bachir, les membres civils du Conseil souverain de transition ont exclu les islamistes du gouvernement et se sont attachés à protéger le droit de la population à s'exprimer et la liberté de culte. Toutefois,

après le coup d'État mené en octobre 2021 par le général Abdel Fattah al-Burhan, au cours duquel l'armée a pris le pouvoir et détenu le premier ministre, un certain nombre de personnalités islamistes clés ont obtenu des postes dans les services de renseignement. Ainsi, les généraux Abdel Nabi al-Mahi et Abdelmonim Jalal, tous deux islamistes au sein des forces armées soudanaises, ont été nommés à la tête des services de renseignements militaires. Quelques mois plus tard, al-Burhan a renommé plus de cent diplomates islamistes au ministère des Affaires étrangères. Ils avaient auparavant été renvoyés en raison de leurs liens avec l'administration de M. Bashir.

Quelques semaines plus tard, en avril, les membres d'un certain nombre de factions islamistes, dont le Parti du Congrès national, lié aux Frères musulmans, ont annoncé la création d'une nouvelle coalition politique, le "Courant islamiste élargi", qui a marqué leur retour sur la scène politique. Laïques ou islamistes, les gouvernements peuvent être tout aussi brutaux.

Mais ce retour au gouvernement de nombreuses figures islamistes fait craindre que la "transition" ne s'éloigne encore davantage des espoirs et des rêves de la population du pays.

Si on regarde la situation du Soudan de près il semble évident que ce retour est d'abord le signe de l'incapacité des militaires à gérer seuls les affaires du pays et que l'armée tente de rejeter la responsabilité de l'administration du pays sur quelqu'un d'autre tout en renforçant sa base de soutien et en maintenant son emprise sur le pouvoir. Mais sous couvert d'unité et de force, l'armée soudanaise est dans une impasse. Le renforcement des liens avec les islamistes est donc à comprendre comme un choix tactique, mais il pourrait rapidement s'avérer contre-productif si les putschistes ne tirent pas les leçons de l'expérience - et du destin - de Bachir. Hemetti est retourné dans le Darfour pour s'y renforcer et jouer un rôle dans le futur en s'appuyant sur ces milices génocidaires.

En face, les révolutionnaires refusent le recours aux armes comme le voudraient certains radicaux. L'exemple du Soudan du sud ravagé par les luttes entre les anciens combattants contre Karthoum est un exemple à ne pas suivre.

Dans l'indifférence générale, une révolution désarmée continue son travail.

Pierre Sommermeyer

*Photos prises sur le site d'informations Dabangasudan.org Nouvelles indépendantes soudanaises